

2004

MARS-JUIN n° 1352-1364

le monde
libertaire

hebdomadaire de la Fédération anarchiste
adhérent de l'Internationale des Fédérations anarchistes

le monde
libertaire



cuisine de gauche ou de droite...

c'est le

même régime

M 02137 - 1352 - F: 2,00 €



2€
ISSN 0026-9433

*« Electeur, ne pousse pas au vice le brave candidat socialiste,
tu sais bien que le pouvoir fait mentir les plus beaux
espoirs. »*

Igor Agar

hebdo n° 1352

du 25 au 31 mars 2004

FOP 2520

Sommaire

Mauvaise pêche à **Montpellier**, par le Marmotton, page 4

Les nouvelles font **front**, par Hugues page 4

Malaise à **l'Imprimerie nationale**, par Sitting Black Bull, page 5

Pubs et espace public, par l'OLS, page 6

L'autruche n'est pas allé voter, par Frédo Ladriss, page 7

Y en a encore qui regardent la **télé**, par Fred, page 7

Les **CCAS** hachés menu, par Justhom, page 8

Retour à **Madrid**, par Errant Solidaire, page 9

Les dessous de la lutte contre le **terrorisme**, par Raoul Boullard, page 11

Fascistes belges: la xénophobie fait son chemin, par Hertje, page 14

La lutte des **Mapuches** au Chili, par D. Pinós, page 15

Rencontres à Publico, N. Potkine, page 18

Jésus sur les planches: le clou du spectacle, par T. Périssé, page 19

Au fond du terroir, **En vrac**, page 21

Agenda anarchiste et **Radio libertaire**, page 22

Vie du **mouvement**, page 23



Directeur de publication: Bernard Touchais
Commission paritaire n° 0906 1 80740
Imprimerie EDRB (Paris)
Dépot légal 44 145 - 1^{er} trimestre 1977
Routage 205 - EDRB
Diffusion NMPP

Photos et illustrations de ce numéro:
droits réservés.

BULLETIN D'ABONNEMENT

Tarifs (hors série inclus)	France * (+ DOM TOM)	Sous pli fermé * France	Étranger **
3 mois 13 n ^{os}	○ 20	○ 32	○ 27
6 mois 25 n ^{os}	○ 38	○ 61	○ 46
1 an 45 n ^{os}	○ 61	○ 99	○ 77
Abonnement de soutien	○ 76		

* pour les détenus et les chômeurs, 50% de réduction en France métropolitaine (sous bande uniquement)

** les chèques tirés sur des banques hors France subissant une taxe exorbitante (plus de 15 euros), nous vous demandons d'effectuer vos paiements par virement postal international sur notre compte chèques postal (CCP)

Pour tout changement d'adresse, joindre la dernière bande de routage

(en lettres capitales)

Nom _____ Prénom _____

Adresse _____

Code postal _____ Ville _____

Chèque postal Chèque bancaire Virement postal (compte CCP Paris 1 128915 M)

Règlement à l'ordre de Publico (à joindre au bulletin)

Rédaction-Administration: 145, rue Amélot, 75011 Paris. Tel: 01 48 05 34 08 - Fax: 01 49 29 98 59

2 **abonnez-vous**

Le Monde libertaire du 25 au 31 mars 2004



Changement d'herbage réjouit les veaux

« NE LAISSONS personne décider à notre place. » Écoutant cette campagne publicitaire gouvernementale, plus de la moitié des inscrits sur les listes électorales ont abandonné leurs droits à gérer eux-mêmes les affaires qui les concernent à une bande de politicards assoiffés de pouvoir. Droite, gauche, extrême droite, extrême gauche, aucun des partis politiques parlementaristes n'a dans son programme le projet de laisser le peuple se gouverner lui-même. Les partis révolutionnaires eux-mêmes, partisans ou non de la dictature du prolétariat ou de « tout le pouvoir aux travailleurs » ne cherchent qu'à se placer en représentants de l'avant garde éclairée du prolétariat, celui-ci étant incapable, selon eux, de se gouverner autrement qu'à travers une représentation parlementaire.

Le concept de vote contestataire, sensé être une sanction donnée aux partis majoritaires dans les assemblées, qui mettraient les minoritaires dans l'incapacité d'appliquer leurs programmes, n'est qu'un leurre permettant de ramener les déçus dans le giron du parlementarisme.

Depuis plus de deux cents ans, la bourgeoisie qui a renversé et exterminé l'ancien régime féodal afin de prendre sa place, veut faire croire au populo qu'elle gouverne en son nom. Elle assoit sa légitimité, non plus sur le droit divin, mais sur la démocratie, le culte du citoyen et le suffrage universel ou indirect. Sans revanche, la France d'en bas, ceux qui n'ont que la force de leurs muscles ou de leur intellect à proposer sur le marché pour en retirer de quoi assurer leur subsistance et celle de leur famille, ceux-là restent les cerfs de ceux qui possèdent les moyens de productions et ont les places sur le marché.

Il est temps qu'ils arrêtent de nous prendre pour des cons. Nous, anarchistes, disons que chacun a, ou peut obtenir, la capacité de participer directement aux décisions qui le concerne. Nous voulons substituer au parlementarisme, au contrat social de délégation, un pacte fédératif, synallagmatique, où chacun participe à égalité à la vie de la société. C'est pourquoi nous ne voulons pas que ceux qui par leur travail font vivre la société, s'habituent à s'en remettre à d'autres lorsqu'il s'agit de gérer leurs conditions d'existence au sein de cette société.

Moïse Cailloux

L'ÉLECTEUR a donc choisi de « sanctionner » le gouvernement. Il est difficile de prévoir comment cela se traduira du point de vue de la composition des exécutifs régionaux – l'usine à gaz qu'est le système majoritaire choisi rend les oracles imprécis.

En tout cas, la droite se prend une grande baffé, ce qui lui pendait au nez depuis un bout de temps – politique réactionnaire oblige. Notez que rien ne va changer dans cette action gouvernementale, parce que les puissants se foutent du verdict des urnes. Ils pleurent un peu sur les places perdues, et ils obéissent à leurs patrons du Medef.

Le problème, c'est que du coup, la gauche est remontée, et les Fabius, Lang et Hollande se pavent... Eux qui, chaque fois que la même situation s'est présentée, ont trahi la confiance que les naïfs avaient mise en eux. Dans la même engeance plurielle, le PCF se refait une santé dans l'opposition. Toutes ses voix finiront bien sûr dans le prochain chaudron aux sorcières gouvernemental!

Autre point noir, l'extrême droite consolide ses positions. On s'y attendait, l'ambiance générale n'étant pas à l'ouverture d'esprit, mais plutôt à la chasse ouverte au maghrébin, sous des prétextes divers: sécurité, voile, terrorisme. Nous l'avions dénoncé avant et après l'élection présidentielle: le « front républicain » ne fait manifestement pas reculer le FN.

L'extrême gauche, elle, se vautre un peu. LO et la LCR ne peuvent pas se blâmer, et leur

mariage d'intérêt a bien du mal à convaincre le chaland. L'effet « vote utile » a dû aussi leur être fatal. Il faut dire que, depuis quelques années où les prétendus « députés ouvriers » font « entendre la voix des travailleurs » dans les assemblées, on ne peut pas dire que la politique menée ait été meilleure pour nous!

Voilà le nœud de l'affaire. Donner des gifles aux politicards qui font des sales coups, c'est amusant. Mais tel que le système est fait, on peut au mieux les remplacer par d'autres hypocrites qui feront pareil, sinon pire. Les gars sincères qu'on pourrait mandater sont réduits au rôle de bavards. Pendant qu'ils sont occupés à se faire élire, ils négligent leurs devoirs dans la lutte émancipatrice, et ils poussent les autres à en faire autant.

Nous refusons donc nos suffrages à ceux qui les briguent. Nous rigolons franchement quand on vient nous dire que tel ou tel est préférable à tel ou tel autre. S'il veut être élu, c'est qu'il ne veut pas mieux. Et s'il est honnête, le meilleur service à lui rendre est de ne l'élire pas.

Notre salut est dans la réorganisation du mouvement ouvrier révolutionnaire et dans le combat anti-étatique. C'est un travail immense, si profondes sont les ténèbres où les électionnistes de tous bords ont plongé le mouvement d'émancipation. Le premier pas est de tourner le dos aux chimères parlementaires. Vous m'avez compris, au second tour, personne ne vote, partie à trois avec le FN ou pas.

M.C.

« Pêche à la ligne et pêche aux voix à Montpellier »



LA RÉGION LANGUEDOC-ROUSSILLON a la chance de posséder un combattant de choc face au « péril fasciste » : Georges Frêche. Pour battre le candidat de la droite, Jacques Blanc, élu président de la région grâce aux voix du Front national, le maire de Montpellier ne cesse depuis des mois d'appeler à la mobilisation générale. Il a même poussé l'audace, avant que l'état-major social-libéral de la rue de Solferino n'y mette le holà, jusqu'à proposer à quelques petits notables trotskistes locaux de figurer sur sa liste. Il pensait ainsi rééditer l'OPA qui avait si bien réussi, lors de son premier mandat : récupérer les voix d'une partie de l'extrême gauche en débauchant les leaders de la LCR de l'époque (Paul Aliès, Henri Talvat, etc.) qu'il récompensera par la suite en sièges de conseillers municipal ou régional et autres sinécures pour prix de leur servilité.

À tous les gens-de-gauche qui seraient tentés de voir dans cet ex-maoïste passé au rocardisme – un de plus ! – un rempart contre le fascisme, il faut tout de même rappeler quelques vérités.

Depuis 1977, date de son accession aux responsabilités municipales, et même avant, Georges Frêche a monté une grande part de son fonds de commerce politique sur sa popularité auprès des rapatriés, QAS comprise, et sur la « communauté juive », qui compte d'ailleurs nombre des précédents dans ses rangs. Avec les deux créneaux idéologiques qui en découlait : une nostalgie puante pour l'Algérie française et le soutien inconditionnel à l'État sioniste.

Deux initiatives récentes témoignent de la fidélité de Georges Frêche à ce double engagement. Non content de faire mettre les drapeaux en berne, chaque année à

Montpellier, le jour anniversaire du cessez-le-feu de 1962, notre tartarin antifasciste se glorifie de l'inauguration proche d'un musée sur l'« Histoire de la France en Algérie », en plein centre-ville et, choix hautement symbolique, aménagé dans l'ancien siège de la région militaire.

Va-t-on pouvoir y admirer l'une de ces baignoires ou de ces « gégènes » qui servaient au « renseignement » ? Il est permis d'en douter. Dans cette même bonne ville de Montpellier, dont il célèbre à longueur d'année la « tradition d'ouverture et de tolérance », le premier magistrat a profité des pouvoirs qui lui sont conférés en matière d'« ordre public » pour interdire de stand les missions civiles pour la paix en Palestine lors d'une « foire aux associations ».

Pour nauséabond qu'il soit, le clientélisme réactionnaire de Frêche ne semble cependant pas répugner à José Bové. Comment le leader de la Confédération paysanne, qui s'était attiré les foudres du lobby sioniste lors d'une visite mouvementée en territoire occupé, a-t-il pu, pour manifester son appui au maire de Montpellier dans sa campagne pour les régionales – ce qui confirme l'état avancé de décomposition idéologique de l'altercapitalisme – « faire la bise » en public et devant les photographes de presse à ce répugnant potentat ? Pour le faire, il faudrait au minimum un préservatif sur la tête.

« Le fascisme ne passera pas ! »

Quelle blague ! Quoi qu'en prétende le maire et grâce à lui, il a déjà en partie établi ses quartiers à Montpellier.

Le Marmotton

Nouvelles des fronts

FRANCE : le Medef nuit gravement à la santé, nous le savions, et, depuis quelques jours, les prolos espagnols et français, héritiers de la défunte Seita, fabricante de clopes, en savent quelque chose, tout comme les intermittents et les 264800 chômeurs qui avec la complicité de la CFDT ont perdu leurs allocs en janvier.

Mais Antoine rêve, sans doute d'être un patron british et de pouvoir écrire, après avoir vidé les locaux, sans préavis et autres procédures bureaucratiques, à ses loyaux serveurs, tout comme à OCT Ltd : « Votre emploi prend fin dès à présent, et vous êtes conséquemment officiellement licencié. » Encore un patron voyou (pléonasme) qui met la clé dans sa poche malgré le dévouement sans faille des salariés qui, tout comme chez Moulinex ou Flodor, toujours naïfs, comprennent mais un peu tard que le renard libre dans le poulailler libre a bouffé les poules avant de se tirer avec la caisse !

À La GIAT où le prolo ne s'est jamais soucié ou si peu de transformer les usines d'armement où il travaillait en industrie de paix, on annonce 3400 suppressions d'emploi d'ici à 2006. Comment ne pas se réjouir pour une fois de la disparition de boulots de merde dans des usines de merde ! Quant à ceux qui y travaillent ou y travaillaient, on ne peut leur souhaiter qu'un pacifique reconversion.

Allemagne, du côté de la social-démocratie et de son système de cogestion longtemps envié par d'autres naïfs, le torchon brûle, et la toute-puissante DGB (mon oil !) en toute collaboration de classe vient d'accepter le retour aux 40 heures sans paiement des heures sup – au-delà du temps de travail légal – en heures sup. Pour remercier nos collabos, Volkswagen s'apprete à supprimer 5000 emplois d'ici à la fin 2005, dont 2500 en Allemagne. Les autres seront répartis équitablement entre les différents sites de production en Europe (Seat et Skoda).

Dans la même foulée, les labos pharmaceutiques néerlandais DSM, bien que ce secteur soit l'un des plus capitalistiquement rentable, va supprimer 500 emplois, peut-être même 900, pour cause de restructuration. Pendant ce temps-là, les pleureuses du Bureau international du travail se lamentent. Elles croyaient en effet, les braves fées, qu'une mondialisation « juste » était possible ; eh bien, pas du tout, et qu'en fait de résultats (on nous prend une fois de plus pour des billes), elle n'a pas répondu aux « aspirations simples et légitimes des femmes et des hommes à un travail décent et à un avenir meilleur pour leurs enfants ». Pire encore, mais qui l'eût cru : la mondialisation « a augmenté la flexibilité du marché du travail et rogné sur la protection des travailleurs ». La bureaucratie syndicale recyclée à l'international mérite vraiment des coups de pied au cul ! Afin de ne pas désespérer Billancourt, une bonne nouvelle, la cour d'appel de Reims vient de condamner l'entreprise Faurecia (équipementier automobile) à payer 600 ans de salaires à 185 employés pour licenciements abusifs. Comme quoi, on peut avoir confiance dans la justice de son pays !

Hugues

groupe Pierre-Besnard

Les rotatives nationales dégraissées travailleurs en rogne !

« Robert Hersant est mort la semaine dernière », déclarait vendredi 19 mars Yves de Chaise-Martin aux salariés du Figaro. En effet la vente de l'ancien empire à Dassault sonne le glas du monde de la presse. Il y a quelques décennies un ministre de Giscard avait déclaré que la France n'avait pas vocation graphique. Les syndicats du Livre au début du XXI^e siècle, à défaut de barricades, organisent la résistance.



LE SPECTACLE était insolite ce jeudi 11 mars rue de la Convention dans le 15^e arrondissement de Paris. La canaille excédée, CGT en tête, a déversé plusieurs centaines de kilos de rognures de papier dans la rue pour essayer enfin de faire parler d'elle.

L'imprimerie nationale qui ronronne depuis plusieurs siècles de bons et loyaux services au service de l'État est en effet malade. Malade de la concurrence libérale, malade de l'indifférence de son plus gros client, malade de sa graisse administrative, la dernière plus grande usine de Paris intra muros essaie de sauver sa vieille peau.

Mais l'imprimerie nationale n'a jamais brillé par la popularité de sa production : contraventions, feuilles d'impôts, imprimés administratifs de tous poils et de tous crins, il faut bien que l'État français, dont la capacité de nuisance administrative est connue à travers les siècles et les cinq continents, gère sa bureaucratie.

Jusqu'en 1994, cette entreprise dépendait du budget annexe du ministère du Budget. Les bouffons successifs de Bercy ont savonné la planche pour qu'elle devienne entreprise publique il y a maintenant plus de dix ans avec les conséquences inéluctables qu'une telle mutation juridique implique. Ouverture au marché concurrentiel comme la grande distribution (Leclerc, Carrefour, Chèque Déjeuner), les catalogues de voyages et jusqu'aux revues pornos. Eh oui, Francis Mer a aussi la responsabilité d'une imprimerie qui fait dans la turpitude de la fesse tarifée. Mais du fait de ce changement de statut, les imprimeries privées ont désormais accès aux juteux marchés de l'administration. La disparition du plomb, les nouvelles technologies, les imprimés administratifs sur Internet, une gabegie effrénée, la perte de marché important comme ceux de l'annuaire de France-Télécom, ont fait que peu à peu l'entreprise qui embauche près de 1200 salariés se trouve dorénavant dans une situation économique proche du coma. 197 millions d'euros ont été engloutis en dix ans. Un exploit, enfin peut-être pas pour un énarque, mais en vrais sous ça commence à cuber velu : près d'un milliard trois cent millions de francs. Cherche pas ta calculette, elle a pas assez de caractères. Il y a de quoi s'inquiéter.

Alors, évidemment, c'est qui qui va être du côté des baisés ? Alors y'a pus c'est qui qui maintenant. Na pus. Fini. Assez rigolé dans les couloirs. L'usine de Douai s'inquiète, l'usine de Paris s'inquiète, l'usine d'Évry a des

vapeurs et la filiale ISTRa de Strasbourg lorgne de l'autre côté du Rhin. Et les filiales, on sait ce que ça devient quand c'est chaud cacao du côté de la caisse. Alors, forcément, les travailleurs relèvent un peu la tête parce qu'évidemment la seule solution va être de tailler dans l'effectif laborieux et par la même occasion voir si le syndicat du Livre en a encore sous la pédale. Tu m'as compris ? Détail aggravant, l'entreprise dispose d'un magnifique pâté de maisons en plein cœur d'un arrondissement convoité, fief du toujours très charismatique Édouard Balladur, de cadres au statut de fonctionnaires techniques, d'ouvriers d'État, de salariés de droits privés, d'intérimaires, de CDD, de trois sites de production que la direction aimerait bien voir entrer dans la guerre, d'un PDG, Loïc Lenoir de la Cochetière très copain avec le baron Seillières, donc fin connaisseur des fins de mois approximatifs. Le précédent était un fossoyeur directement issu de l'Ena et parti couler des jours meilleurs dans une administration de velours. Rien à péter des imprimeurs.

Servez chaud...

La situation est telle que Bruxelles dans sa grande mansuétude a prêté 64 millions d'euros en six mois et remboursables en un an à 4,4 % parce que faut pas déconner. Radins...

Notre battage médiatique est tombé bien mal ce 11 mars mais ce n'est qu'un début. Les copains de l'usine de Douai, site construit pour et autour de l'annuaire France-Télécom en ont assez des bassins d'emploi sinistrés où ils sont toujours les premiers à tremper les pieds pour voir si l'eau est froide. Les salariés de Paris et d'Évry n'ont qu'une crainte, celle de voir se dilapider de vrais métiers, une tradition et surtout des emplois. Ils voient se rapprocher les concurrents divers bien contents de voir un imprimeur dans la merde ; des fois qu'il crève, et puis un bonheur ne vient jamais seul. Un premier plan social avec incitation au départ volontaire avec des sous tout de suite et des départs en retraite anticipés n'a semble-t-il pas donné les effets escomptés. Les salariés attendent le deuxième avec des impatiences de rosières au salon du mariage.

L'imprimerie nationale, c'est aussi les passeports, les permis de conduire, les cartes grises, les concours de l'Éducation nationale, un vrai savoir-faire et une vraie technologie et un vrai monde ouvrier. C'est peut-être pour ça finalement...

Sitting Black Bull

Détruire la PUB Se réappropriier l'espace PUBLIC

Le 13 mars avait lieu une manifestation pour la liberté d'expression et contre le totalitarisme publicitaire. Plusieurs milliers de personnes ont défilé dans Paris en soutien aux 62 inculpés antipub.

DURANT L'HIVER 2003 est apparu un mouvement antipub large et relativement organisé, comparativement à l'absence des grandes centrales syndicales, des organisations et des partis. La lutte s'amplifiant, des manifestations ont rassemblé plusieurs centaines de personnes qui transformaient l'espace pub en espace public de libre expression. Face à un mouvement spontané mais grandissant, la répression s'est abattue, et 62 personnes ont comparu le 10 mars pour dégradation dans le métro parisien; la filiale de Publicis, Métrobus, réclame un million d'euros de dédommagement! Si le délibéré ne doit tomber que le 28 mars, le mouvement n'en a pas directement pâti, et pour une fois l'offensive et la contre-attaque sont utilisées comme défenses efficaces. Une action était lancée le samedi 28 février, un rassemblement organisé devant le tribunal, d'innombrables concerts de soutien aux 62 sont préparés: la manif du 13 mars prolonge ces événements. La spontanéité et l'indépendance face aux organisations caractérisent positivement le mouvement, qui traduit une réelle réaction au totalitarisme tentaculaire de la pub.

En effet, chaque jour, dans le métro, la rue, les médias, sur les routes, nous recevons 2 500 messages publicitaires. Cette agression peut paraître anodine pour certain.e.s. Elle est pourtant redoutablement efficace. La preuve: les annonceurs y consacrent plus de 24 milliards d'euros par an. Vous pensez que la pub est une forme d'art? C'est avant tout une propagande marchande. Si les publicitaires font dans le beau, le rigolo ou le nouveau, c'est surtout pour vous faire mettre la main au porte-monnaie. Enfermé.e.s sous terre, ballotté.e.s dans les wagons, nous, usager.ère.s du métro, promeneur.euse.s ou chaland.e.s, sommes à la merci de l'avalanche d'affiches qui couvrent les couloirs, les quais, les rues... Les publicitaires profitent de notre passivité pour nous imposer des images que nous ne choisissons pas, et dont le seul message est: « Achetez! »

De la même façon, la télévision empêche toute pensée autonome: les 3 heures quotidiennes regardées en moyenne en Occident forment les consciences. Dans la société du spectacle, les débats (et ainsi nos « choix ») nous sont imposés par le rouleau-compresseur médiatico-industriel. Les rengaines les plus réactionnaires sont ainsi chaque jour rebattues: la pub montre un monde formaté où la liberté peut s'acheter (sic), où les rôles sexués (sexistes!) sont nettement tranchés (aux femmes objets érotiques s'opposent les hommes virils et volontaires), où la couleur de peau vire à un blanc tristement uniforme (sauf pour les produits à base de noix de coco!), où les seules personnes

âgées sont montrées comme atteintes d'un mal à éradiquer (pour la pub: vieillesse = laideur = abandon = mort).

« Zone libre » ?

Il est impossible d'éviter la pub qui « orne » les murs du métro, et plus largement tout l'espace public ainsi privatisé. C'est en cela qu'elle est une véritable agression. Alors que sévit toujours une loi (datant de Pétain) qui sanctionne la distribution de tracts dans le métro, les publicitaires, eux, envahissent l'espace. La liberté d'expression, ça se paye!

La « liberté » d'expression est tolérée si elle est formatée et noyée dans la masse. La véritable liberté d'expression se paye ou se fait réprimer si elle déborde des cadres définis par le pouvoir. Ainsi en est-il des personnes inculpées par Métrobus (filiale du groupe Publicis) pour dégradation des espaces publicitaires dans le métro. Et si c'était la pub qui dégradait nos relations sociales, nos aspirations, et plus largement nos conditions de vie? Eh bien, alors, nous n'avons qu'à nous taire, car nous vivons en démocratie, paraît-il... Aucune démocratie ne pourra jamais voir le jour tant que le règne de la marchandise sera sans partage: il n'y a pas de capitalisme à visage humain.

Au même titre que la vidéosurveillance, la criminalisation des fraudeurs, etc. et l'omniprésence du flicage, la publicité pervertit l'espace public. Celui-ci devient une zone de contrôle et de consommation alors qu'il devrait être un lieu de vie collective, de création et de libre expression.

O.L.S Paris



Quand l'autruche éternue...

Pauvre petit fils riche

« Il avait aussi rêvé d'une propriété à la frontière centrafricaine avec le Tchad, pour y chasser. Il s'ennuyait. » Olivier Colonge, ex-associé de Jean-Christophe Mitterrand.

Mais oui, c'est bien connu : c'est quand les gosses s'emmerdent qu'ils font de grosses bêtises. Moi, quand ma gamine elle se fait chier, allez hop, à Vesoul, où j'ai ma caravane. À la frontière de la Haute-Marne. Je tire et la gamine me ramène le gibier.

Un jour peut-être, il le sera

« Socialiste je fus, socialiste je suis, socialiste je serai. » Raymond Forni, socialiste.

À la lecture de cet extrait on ne peut que regretter, de manière ô combien amère, de n'avoir pu être présent ce soir-là dans la salle. On relèvera cependant la curieuse utilisation que fit l'orateur du verbe « être ». Socialiste il le fut, okay. Socialiste il est, bon d'accord. Mais socialiste il sera ? « Socialiste je resterai », aurait été la bonne formule, pour un styliste tel Forni. À moins qu'il n'ait l'intention de devenir réellement socialiste ?

Shadock 1^{er}

« Ce n'est pas la circulation qui augmente la pollution, ce sont les embouteillages. » André Santini, homme logique.

Supprimons les embouteillages, ça fera baisser la pollution et ça nous permettra d'augmenter la circulation... Et puis pompons, pompons, pompons.

Bande d'incapables

« Nous ne sommes pas capables d'abolir le capitalisme. » Susan George, d'Attac.

Ah vous non, ça, c'est sûr. Et, entre nous, une confiance : m'est avis que vous êtes même en train de le renforcer, l'air de rien.

Sapin, Sarko, et Monsieur Spock

« Matériellement, je ne peux pas être partout : les frais de déplacement seraient trop importants. » Michel Sapin, candidat fixe.

Frais de déplacements, mes fesses, t'es une feignasse, Sapin, oui... Regarde Sarko, par exemple, comment y fait, Sarko ? Il arrête pas d'être partout et on ne me fera pas croire, même après mon huitième demi, qu'il se déplace en ULM... Donc, Sarko a un truc. Il se téléporte. J'en suis sûr. Monsieur Spock travaille désormais pour la place Beauvau (ce qui, pour un Vulcain, n'est pas vraiment glorieux), et grâce à lui le ministre se téléporte partout, tout le temps, avec une frénésie frôlant la pathologie grave. Grave pour nous, je veux dire.

Duce II, ça fait con, tu crois ?

« Parfois, je regrette de ne pas être dictateur. » Berlusconi.

Un des défauts de Berlu, c'est de dire souvent tout haut ce qu'on sait qu'il pense tout bas. Résultat, aujourd'hui 100 Italiens sur 100 se déclarent atterrés par les propos de l'homme d'affaires (affaires au sens extrêmement large du mot) qu'une partie d'entre eux a cependant élu. Bref, c'est comme nous avec Chirac : faut pas voter pour les voleurs, faut pas voter du tout.

La multiplication des murs

« J'ai le sentiment que, dans notre région, les murs se sont multipliés. »

Copé, candidat Île-de-France.

Bien observé, Jean-Jean. Et je sais pas si t'as remarqué : y'a moins de lapins, aussi.

Fredo Ladrissé

sources : Libération, le Parisien, Politis, pub politique reçue à domicile, sous pli fermé*

* Donc Copé me connaît et connaît mon adresse... depuis, je vis dans la peur, et tel Alain Juppé tenté par Venise, je songe à me retirer à Vesoul (où j'ai ma caravane). D'ici là, pour m'aider à acheter une double porte blindée à l'épreuve des balles, vous pouvez envoyer vos dons à Publico, 145 rue Amelot, 75011 Paris, avec la mention « une porte pour ce con de Ladrissé ». Traînez pas, je suis pressé, si je me fais dessouder demain, ça sera à cause de vous.

... c'est toute la jungle qui s'enrhume

Vu... à la télé

« Ce qui pose un problème en démocratie, c'est le peuple. »

« On a tout essayé », vendredi 12 mars 2004

C'EST AINSI que s'est exprimé un responsable de l'association Civisme et Démocratie – association chargée de nous inciter à voter – en évoquant la question de l'abstention.

Le débat est parti d'une énième proposition à rendre le vote obligatoire. Voter ne serait plus un droit mais un devoir car nos dirigeants.e.s se disent gêné.e.s aux entourures de l'abstention grandissante. Peut-être ont-ils peur de voir les bénéfices se réduire au vu de leurs piètres résultats électoraux ?

Heureusement, le débat fut un peu nourri. Ce n'est pas une crise du politique – les gens sont politisés – mais une crise de l'institution, des partis et de la représentativité. En fait de solution, changer les têtes des candidats, renouveler le stock. Bof !

Oui, nous sommes politisés. Nous avons même un projet politique à défendre, et ce projet est en opposition avec votre système de délégation électorale.

Oui, nous voulons que les gens puissent prendre part à toutes les décisions qui les concernent, faire des choix de société, avoir le temps de la réflexion et de leur choix, avoir les éléments de décision.

Oui, nous voulons ce que certains appellent la démocratie directe mais, voilà, ce qui pose un problème à la démocratie, c'est le peuple.

Ôtons donc le peuple (demos), reste le pouvoir (cratos) !

Voilà ce que veulent les institutions, les associations représentatives, les élus, les partis... Le pouvoir.

Maintenant que les choses sont claires, ne nous en veuillez pas si nous choisissons le peuple et cherchons à détruire le pouvoir.

Chacun son camp, chacun son combat.



Fred

groupe Proudhon de la FA

Le temps des bouchers

Ça découpe, ça tranche, ça taille, ça déchire, ça désosse, ça enlève des bouts, ça passe le couteau, ça hache, et zou! il ne reste rien des services sociaux.

DÉCIDÉMENT, ce gouvernement veille jalousement à ce que les intérêts privés des nantis ne souffrent d'aucun préjudice. Les législateurs du Sénat et du Parlement ne laissent rien au hasard pour satisfaire leurs désirs et faire en sorte que les actionnaires soient satisfaits.

Les hommes politiques sont des gaveurs qui servent à engraisser, à faire grossir toujours un peu plus le portefeuille des actionnaires et des grandes entreprises.

Les législateurs, les politiciens, les juristes, les ministres et les fonctionnaires mettent leur tête au service du grand capital.

Après s'être attaqué aux retraites, aux chômeurs, au Code du travail, à l'université, à l'éducation nationale, ils souhaitent supprimer les CCAS (Centres communaux d'action sociale). L'affaire est évoquée en première lecture, le 17 novembre 2003 au Sénat. L'article 100 bis du projet de loi relatif aux responsabilités locales précise que « lorsque la commune renonce à constituer un centre d'action sociale, elle exerce directement les attributions dévolues à celui-ci ».

Cela signifie en clair que la création d'un CCAS dans une commune n'est pas une obligation. Ce gouvernement réactionnaire remet en cause le positionnement stratégique des CCAS, comme outil des politiques sociales et voudrait leur faire réintégrer le giron communal et placer ainsi le CCAS sous la responsabilité directe du maire et du directeur général des services.

Aujourd'hui, les conseils d'administration des CCAS sont composés d'élus, mais aussi de représentants des différentes associations qui œuvrent dans le champ social.

— Ils échappent aux débats et choix politiques élaborés par les conseils municipaux.

— Ils permettent une souplesse d'intervention appréciable auprès des publics les plus démunis.

— Les CCAS gèrent ou peuvent gérer des institutions sociales et médico-sociales (CHRS: centre d'hébergement et de réinsertion sociale), des foyers, des maisons de retraite, des CAT (centre d'aide par le travail), ce que ne peut pas faire une ville.

— Les CCAS sont reconnus pour être de bons instruments de réponse rapide et efficace aux plus démunis.

Si cette loi est votée au Parlement, les maires de plus de 15000 communes pourront, en fonction de choix politiques, supprimer tout ou partiellement ces services sociaux.

Et, pourtant, ne serait-ce pas un juste retour des choses, que cet argent public revienne aux travailleurs et plus particulièrement à ceux qui en ont le plus besoin, plutôt que d'aller grossir les richesses et le portefeuille des actionnaires?

Que l'orage me patafoie! Je suis de plus en plus convaincu qu'à l'égard de toute la question publique, il est urgent que nous ne laissions pas entre les mains d'élus de droite ou de gauche, la gestion de notre quotidien.

Depuis déjà des années, n'ont-ils pas bradé des pans entiers du service public, cette clique de politiciens à la solde des trusts? Ne leur a-t-on pas offert sur un plateau d'argent les cantines scolaires, les services des eaux, la gestion de certains secteurs des services municipaux comme l'entretien des bâtiments, l'entretien des espaces verts, etc.? Ils démantèlent les services municipaux « rentables » et, maintenant, ils passent à la vitesse supérieure en voulant supprimer les services sociaux non rentables.

En supprimant les CCAS, vous allez, messieurs les politiciens, faire en sorte que les plus démunis, les plus affaiblis soient encore plus précaires. Vous n'êtes que des prédateurs au service d'un monstre encore plus puissant: le capital.

Vous obligez le peuple à devenir des traîtres, des vagabonds, à mendier. Le Marcheur est en mouvement, il est en train de devenir la première force de ce pays. Il est fatigué, écarté d'être trompé par des grigous sans scrupules. Vous n'êtes plus crédibles, vous avez perdu votre réputation, si toutefois vous en avez jamais eu une, aussi sûrement que l'eau s'écoule d'un vase qui fuit.

Nous n'avons pas d'autre ressource que de vous jeter au Minotaure, sous terre, vous qui nous empoisonnez l'existence.

Nous, les libertaires, ne reconnaissons aucun maître et nous n'aurons de cesse de lutter pour délivrer ceux que vous maintenez en esclavage. Une vie qui a bien tourné ne reconnaît pas la loi.

Justhom

groupe de Rouen



Punition d'un boucher du Grand Caire qui a vendu de la viande puante: une de ses oreilles est clouée à sa porte et un morceau de la viande pourrie est attaché à un fil passé au travers de son nez.

Quièn son los culpables ?

Errant solidaire

il

IL N'EST NI INUTILE ni démagogique d'ajouter aux nombreuses déclarations notre solidarité et notre profonde peine pour la tragédie qui a frappé le peuple madrilène. Nous ajouterons aussi notre colère à celle des foules massées face aux locaux du Parti populaire, interrogeant avec insistance: « Quièn son los culpables ? » (Qui sont les coupables?)

Soit dit en passant, aucune sirène officielle n'a décrété de minutes de silence lorsque les bombes des alliés de l'État espagnol sont tombées sur les villes irakiennes, malgré nos plus vives protestations à la guerre, dans la rue et partout sur la planète.

Nous ne prendrons donc pas part aux minutes de mascarade institutionnelle.

Une chose est certaine, les victimes sont à compter dans les classes populaires. Encore une fois, ceux qui sont frappés dans leur chair et dans leur âme et conscience, c'est nous, les prolos.

C'est comme si quelqu'un avait voulu se venger de ce peuple qui, vingt-huit ans après le règne terrible de Franco, s'oppose fièrement à l'injustice commise par l'État qui le domine. Il se lève contre la guerre en Irak... On le frappe à coup de bombes! La déduction n'est pas simpliste.

Quels que soient les responsables qui seront désignés au lynchage médiatique et à la pâture des juridictions d'exception (c'est peut-être ce qui arrivera, d'ici à ce que cet article parvienne à vos yeux de lecteurs), il faudra se rappeler que l'État espagnol a la fâcheuse habitude de savoir choisir ses coupables parmi les innocents qui l'arrangent.

Les soupçons se concrétiseront peut-être sur l'ETA. C'est absurde. Un tel acte équivaudrait à un suicide politique. L'organisation cherche justement à raffermir ses bases populaires, et personne ne lui pardonnerait ce crime, y compris au Pays basque.

On invoquera al-Qaïda, à tort ou à raison. Mais outre le fait que le gain politique de cette opération risque d'être tout autre que le gain superficiel constitué par la sanction du gouvernement Aznar au scrutin législatif (la social-démocratie espagnole, à l'instar de toutes les autres, s'accommode fort bien de ses alternances), on se souvient aussi que la puissance de l'organisation islamiste provient



de la volonté active de la CIA et de l'État nord-américain, allié de l'Espagne. Quant à G.W. Bush et Ben Laden, ils ont, en quelque sorte, joué dans les mêmes cours pendant leur enfance, leurs familles respectives étant alliées en affaires. Or, qui douterait que l'ombre du 11 septembre plane sur cette affaire? Et comme la course pour les présidentielles aux États-Unis est entamée, les mauvaises langues constatent que décidément, al-Qaïda fait toujours parler d'elle au moment où ça arrange Bush.

S'il s'avère exact que les barbus ont fait ça, il faudra se défendre contre les manipulations! Celles-ci consisteront particulièrement à replier les minorités ethniques ou religieuses vers le communautarisme, notamment les musulmans, bien implantés en Espagne. Pas de soucis pour Aznar, les pétro-dollars du clan Bush lui assureront peut-être l'accès au paradis des cyniques.

Alors que les grands médias de la pensée unique se plaignent de l'insistance des ministres du Parti populaire pour focaliser sur la piste ETA, ces mêmes industries de l'information s'acharnent à ne retenir qu'une seule autre piste: al-Qaïda.

Oh là, c'est trop facile!

D'une part, les attaques de l'ETA sont beaucoup plus ciblées. La police est prévenue lors des lieux publics sont concernés.

D'autre part, les fondamentalistes utilisent des kamikazes pour leurs causes sacrées. Il n'est certain, ni que les revendications soient exemptes de doutes, ni que les preuves ne soient le produit de montages.

Car cet attentat nous remémore d'autres souvenirs tragiques.

En Italie, le 2 août 1980, une bombe explose à la gare de Bologne, causant 85 morts et 200 blessés. À l'époque, l'État italien et les médias ne comptabilisaient qu'une seule piste: les Brigades rouges. Depuis, il a été prouvé que l'attentat fut commandité par les services

secrets italiens (sous pilotage américain), et que l'opération fut réalisée en association avec l'extrême droite italienne et la mafia. Ce fut l'un des épisodes de la « stratégie de la tension », utilisée pour débarrasser l'Italie du « communisme international ». Notez bien que la stratégie de la tension a été réactivée depuis les événements de Gênes contre le G8, en juillet 2001.

Hormis les mobilisations très massives contre la guerre, toute l'Espagne est traversée par une certaine agitation sociale. Des rassemblements importants ont ponctué les rendez-vous de Barcelone et Séville contre la mondialisation. Mais, surtout, la marée noire en Galice a dressé en bloc la population contre son gouvernement. Autre chose, les Espagnols sont tous conscients, et déjà inquiets, que l'année prochaine le robinet des aides et subventions européennes (mesures relatives à l'intégration de leur économie, comme pour le Portugal ou la Grèce) sera coupé pour être rouvert dans les pays de l'Est qui rejoignent la CEE. Finit le soutien privilégié de la politique agricole et des projets industriels. Le prix des tomates espagnoles va grimper, et les délocalisations vont pleuvoir.

Comme dans toutes les puissances occidentales, pour contenir les populations, on y entretient la paranoïa sécuritaire, et l'on y réprime toute velléité de contestation sociale. L'attentat de Madrid sera l'occasion pour les classes dominantes de serrer la vis répressive un peu plus encore. Oui, le peuple espagnol n'a pas fini de subir les conséquences de ces explosions. À ce titre aussi, nous sommes solidaires avec lui.

Solidaires comme victimes de la guerre de classe engagée par la bourgeoisie contre les pauvres. Car nous allons tous subir les traités internationaux de coopération contre le terrorisme.

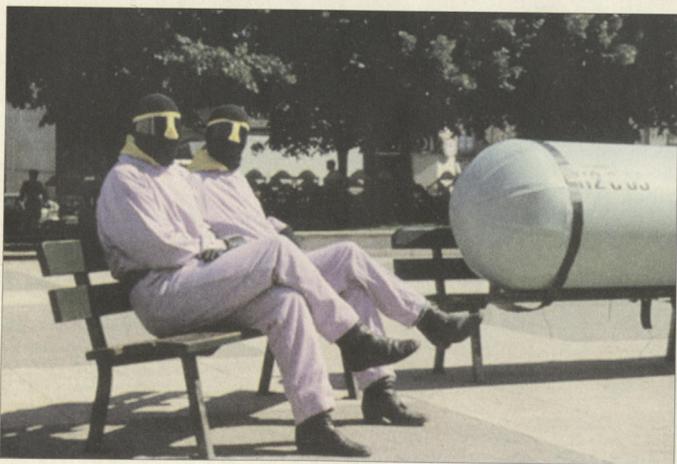
Lorsqu'on enquête sur un crime, il est judicieux de se poser la question: « À qui profite-t-il? » Ainsi, l'histoire nous enseigne que diverses hypothèses sont probables.

La piste d'al-Qaïda sera probablement retenue. Nul doute que le Frente Esquerra (extrême droite phalangiste), dans sa croisade pour la chrétienté, en ressortira renforcé, en même temps que le fondamentalisme musulman. Et ceux qui gagneront le plus: les tenants du capitalisme et de son ordre sécuritaire.

Si la littérature de Noam Chomsky était enseignée dans les écoles, les collégiens sauraient tous et toutes que le terrorisme, c'est le système économique et la politique des États pour l'imposer. Les foules se masseraient alors face aux palais de leurs gouvernements respectifs, posant la question avec colère: « Quien son los culpables? ».

À l'exemple du peuple algérien, confronté au « terrorisme islamiste » extraordinairement sanguinaire, et qui demande en chœur à Boutéflika: « Qui tue qui? », montrant par là qu'il sait que le GIA est une fabrication de l'État algérien.

E.S.



art112ism.org

Ben Laden

a-t-il gagné les élections espagnoles ?



Raoul Boullard

Les

LES ATTENTATS DE MADRID, qui ont fait 200 morts et 1500 blessés, ont tout de suite été un enjeu politique. Les autorités espagnoles ont immédiatement donné la consigne que ces attentats devaient être attribués à l'ETA, l'organisation indépendantiste basque, en dépit d'éléments qui pouvaient, au moins, susciter un doute : une camionnette trouvée près de Madrid avec des détonateurs et un enregistrement en arabe de versets du Coran, une revendication des attentats par al-Qaeda, et une dénonciation des attentats par un porte-parole de Batasuna, le parti basque le plus proche d'ETA.

L'Espagne avait pourtant été désignée à plusieurs reprises comme cible pour les fondamentalistes islamiques : en mai 2003, un attentat dans un restaurant espagnol à Casablanca fit 45 morts. En novembre 2003, sept agents des services secrets espagnols sont tués en Irak.

Un attentat de l'ETA aurait bien fait les affaires du gouvernement à la veille des élections législatives en Espagne, et aurait confirmé la nécessité de serrer les rangs autour du gouvernement dans son effort contre le terrorisme basque. Un attentat islamiste au contraire aurait sanctionné la politique de soutien du gouvernement espagnol à la politique de

l'administration Bush et à l'occupation de l'Irak, alors même qu'une écrasante majorité de la population s'était opposée à cette politique.

Les autorités espagnoles ont fait preuve d'une certaine naïveté en s'imaginant pouvoir cacher jusqu'après les élections l'identité des responsables de ces attentats. C'était également prendre les gens de la nébuleuse d'al-Qaeda pour des imbéciles, qui n'ont certainement pas choisi la date des attentats au hasard, et qui n'auraient pas manqué de faire savoir d'une façon ou d'une autre qui avait répandu la terreur à Madrid ce jour-là.

Ces attentats montrent au moins deux choses : si les électeurs espagnols sanctionnent le gouvernement actuel pour ses manipulations, les islamistes se seront montrés capables d'avoir une influence décisive sur les orientations de la politique des États occidentaux.

Le terrorisme, une réponse ?

Après la première guerre du Golfe, et surtout après le premier attentat contre le World Trade Center en 1993, les analystes militaires se sont surtout concentrés sur la question du terrorisme sans poser la question : à quoi le terrorisme est-il une réponse ? Il est évident que les stratégies américaines ne peuvent pas se poser

cette question, parce que la réponse est dans la domination de la puissance militaire américaine elle-même.

Personne n'aurait songé à qualifier les forces nord-vietnamiennes de « terroristes » dans la guerre qui les opposa aux Américains.

Le conflit opposant les Soviétiques aux Afghans était également qualifié de « guerre » par tout le monde.

Dans les deux cas, chacune des parties disposait d'atouts différents mais qui se sont équilibrés pendant longtemps: les uns l'avantage technologique, les autres l'avantage du terrain. Dans les deux cas, également, chacun des deux adversaires était parfaitement identifiable. Enfin, Vietnamiens et Afghans disposaient d'armements capables d'infliger des dommages importants à leurs adversaires, ainsi que d'un territoire suffisamment grand pour qu'ils disposent d'une « profondeur stratégique ».

Dans le conflit qui oppose encore aujourd'hui les Israéliens et les Palestiniens, il n'est plus question de « guerre », alors que sur le fond il s'agit de la même chose: l'occupation, par une armée, d'un territoire sur lequel elle n'a aucune légitimité internationale reconnue. Certes, Yasser Arafat est loin d'avoir la dimension du général Giap, mais les territoires concernés par le conflit sont minuscules et totalement encerclés par l'occupant. Aucun missile Sting – ceux qui ont causé des dégâts considérables à l'aviation soviétique – n'est jamais venu frapper un de ces hélicoptères israéliens dont les coups frappent la population palestinienne.

Les Palestiniens sont des « terroristes » parce qu'ils n'ont pas les moyens de mener une guerre conventionnelle. La terreur est la méthode de combat de ceux qui n'ont pas les moyens de mener une guerre conventionnelle. C'est ce que les stratèges américains appellent la « guerre asymétrique », terme parfaitement explicite: c'est la seule façon d'infliger des dommages à l'autre camp.

Une directive présidentielle américaine de 1988 établit que « la supériorité militaire sans rivale des États-Unis signifie que des ennemis potentiels (qu'il s'agisse de nations ou de groupes politiques) qui choisissent de nous attaquer seront plus susceptibles d'avoir recours à la terreur au lieu d'une attaque militaire conventionnelle ».

Dans la guerre qui oppose le monde dit « libre » – terme emprunté à la guerre froide, que George Bush emploie encore aujourd'hui, significativement – et « le » terrorisme, le premier camp est parfaitement identifiable: les Américains et ceux qui soutiennent leur politique. L'autre camp est une nébuleuse incertaine, qui n'a pas de territoire, pas de troupes clairement identifiables, et dont la « profondeur stratégique » est la planète entière.

La seule réplique de l'administration Bush à ce constat a été un accroissement considérable du militarisme, voire à une militarisation accrue de la société américaine. Or l'attitude toujours plus agressive de l'administration

américaine envers tous ceux qui s'opposent à sa politique est le moyen le plus efficace d'exacerber la menace d'attentats terroristes.

Le tout-militaire

La crispation sur les solutions « tout-militaire » ont conduit les groupes terroristes à modifier leurs modalités d'action depuis le 11 septembre. Les attentats contre le navire de guerre US Cole ou contre les ambassades américaines en Tanzanie et au Kenya furent des attentats ciblés. L'attentat du 11 septembre aussi fut ciblé car il n'y avait pas de symbole plus visible de la puissance économique américaine que les tours jumelles du World Trade Center, et de la puissance militaire que le Pentagone.

La guerre en Afghanistan introduisit une nouvelle donne: les islamistes se tournèrent vers des cibles plus diversifiées. Le premier de ce nouveau type d'attentat eut lieu à Bali en novembre 2002 contre un night-club, dans lequel se trouvaient beaucoup d'Australiens, qui avaient eux aussi soutenu la politique de Bush. Il y eut presque 200 morts.

Si les attentats de Madrid avaient une signification politique par le fait qu'ils se situaient quelques jours avant les élections en Espagne, les cibles elles-mêmes n'avaient pas de signification politique particulière, à moins que leurs auteurs aient voulu faire un massacre chez ceux-là mêmes qui s'étaient opposés à la participation de leur gouvernement à la guerre, c'est-à-dire les travailleurs ordinaires qui se rendaient le matin au travail.

Avec l'escalade: plus d'actions militaires – plus d'attentats terroristes, les cibles ayant une signification stratégique ou politique sont soumises à une protection accrue: il devient donc de plus en plus difficile de les atteindre. Les terroristes sont donc amenés à se tourner vers des cibles indifférenciées. Après les trains de banlieue de Madrid, ceux de Rome ou le métro de Londres?

On peut constater cette progression dans l'évolution des attentats en Irak.

À l'origine, il y avait surtout des attentats contre les cibles américaines. Les militaires répliquèrent en augmentant leur vigilance et en se barricadant derrière du barbelé et du béton. Ce fut donc l'état-major humanitaire de l'ONU qui fut attaqué, ainsi que l'ayatollah Baqir al-Hakim, qui fut assassiné à la mosquée Imam-Ali de Najaf. Il s'agissait de cibles non militaires, mais qui conservaient une signification symbolique.

Le niveau des attentats « baissa » de nouveau avec les attaques contre la police irakienne, accusée de collaborer avec l'occupant, puis contre les files de chômeurs tentant de se faire embaucher dans la police. Même les femmes des services de nettoyage travaillant pour les Européens se firent mitrailler.

Les attentats contre des cibles prises au hasard se multiplient. Le jour le plus saint de l'année pour les chiïtes, Ashura, une douzaine d'attentats suicides contre des processions à



Philadelphie, septembre 2001

Bagdad et à Kerbala (et des tentatives d'attentats à Bassora et Najaf) tuèrent plus de 200 personnes.

Les groupes d'al-Qaeda étant des musulmans sunnites, on peut se demander si, à la guerre que les fondamentalistes mènent contre l'Occident, ne se surimpose pas une guerre contre les chiïtes.

L'approche des gouvernements occidentaux sur le problème du terrorisme islamique se fonde sur deux erreurs:

1. Les islamistes ne sont pas des gens d'un autre âge qui veulent revenir à un passé mythique: l'islamisme est une construction parfaitement moderne. C'est une idéologie authentiquement contemporaine, qui n'a eu aucun précédent dans l'histoire de la culture musulmane. Il ne peut être saisi qu'en l'interprétant comme tel, avec des critères politiques contemporains.

2. C'est pourquoi il est erroné de limiter l'analyse de ce phénomène à des critères religieux. Or c'est ce que les autorités américaines, et nombre d'analystes internationaux font.

L'impact de l'intégrisme se constate par la modification de l'optique avec laquelle les faits sont considérés. Il faut cependant dire que cette optique n'affecte pas seulement les intégristes musulmans, elle affecte aussi, parce que ça les arrange, les Occidentaux. Du côté intégrisme islamique, on en appelle au « jihad » contre les Occidentaux qui sont engagés dans

une nouvelle croisade contre l'islam avec l'appui des juifs. Du côté occidental, le fondamentalisme évangéliste Bush fait faire la prière à son cabinet de la Maison Blanche avant de décider la guerre et limite ses analyses politiques à la confrontation entre le « bien » et le « mal ». Pour Bush, l'Irak est « Babylone ». Ronald Reagan, en son temps, mobilisait le monde « libre » contre « l'empire du mal » soviétique. Les sondages montrent que 40 millions d'Américains croient à la vision apocalyptique des évangélistes selon lesquels nous nous dirigeons vers les derniers jours de la bataille finale entre le bien et le mal.

La révolution iranienne était une révolution religieuse. Les Israéliens prétendent que la Bible constitue leur acte de propriété sur la Palestine. Les droits des Palestiniens ne sont pas des droits nationaux mais des droits islamiques. La guerre du Liban était une guerre entre musulmans et chrétiens. La guerre en Afghanistan a été menée au nom de l'islam. Au Sud du Liban occupé par Israël, il s'agissait d'une résistance islamique. Pendant sa campagne électorale, Bush déclare que Jésus Christ est son « philosophe politique préféré ».

Depuis quelques mois, Bush fait de plus en plus usage du langage et de l'imagerie religieux, particulièrement quand il s'agit du rôle des États-Unis dans le monde, au point qu'un hebdomadaire chrétien, le *Christian Century* écrivait: « Le peuple américain a le droit de

savoir en quoi la foi du président influe sur sa politique publique, pour ne pas parler de ses desseins concernant l'Irak. »

La politique internationale menée par Bush fils depuis les attentats du 11 septembre se fonde sur une rhétorique religieuse et partage avec Ben Laden exactement les mêmes références culturelles: les « forces du mal », etc. Il s'agit véritablement d'une victoire de la logique confessionnelle, puisque les conflits politiques et sociaux sont réduits à une dimension religieuse. De ce fait, l'optique confessionnelle se trouve-t-elle légitimée, de même que se trouve confirmée, aux yeux de l'opinion publique internationale, l'idée que le monde arabe est par nature voué aux conflits religieux.

Cette approche religieuse conduit à une impasse. Les attentats peuvent continuer indéfiniment. On en vient même à oublier pourquoi ils ont lieu, puisque ceux qui les font sont des fous furieux qui ne sont animés par aucune rationalité. En conséquence, les politiques occidentales se limitent à envisager toujours plus de moyens militaires et policiers pour lutter contre le terrorisme. Personne ne parle de solution politique au terrorisme.

Il n'y a pas de solution miracle au problème du terrorisme. De nombreux facteurs peuvent être désignés comme responsables: la volonté souvent arrogante d'hégémonie culturelle de l'Occident, les rapports économiques inégaux, mais aussi l'absence de démocratie dans les pays arabes, etc. Il est évident que tant que les groupes fondamentalistes procureront à la population les services sociaux, l'assistance médicale, le soutien que les gouvernements ne sont pas capables d'assurer, ils seront les seuls substitués crédibles à la société civile.

La lutte contre le terrorisme ne passe pas par la mise en place de mesures défensives toujours croissantes mais par la contre-offensive, en réglant une série de problèmes qui fournissent un aliment au terrorisme. Le conflit israélo-palestinien et l'occupation américaine de l'Irak sont parmi les causes les plus immédiates qui produisent le terrorisme. Dans ces deux cas, c'est le gouvernement américain qui est le maître du jeu. Or Israël est, pour la politique internationale américaine, le « porte-avions stationnaire »¹ qui fait la police au Proche-Orient; l'Irak est le nouveau terrain de jeu des amis capitalistes de Bush qui sont littéralement en train de piller le pays. Autant dire que les populations des pays occidentaux risquent de rester encore longtemps les otages de la politique internationale de l'administration américaine.

R. B.

1. David Niles, l'associé du président Truman, disait qu'Israël était « une sorte de porte-avions stationnaire pour la protection des intérêts américains en Méditerranée et au Moyen Orient ». L'expression d'un secrétaire à la Défense, Melvin Laird, est peut-être plus triviale, mais tout aussi imagée: Israël joue le rôle de « filic en patrouille ».

Les fascistes belges en embuscade

« Près de la moitié de la population (47 %) trouve en outre que les immigrés en séjour illégal ne devraient pas bénéficier des mêmes droits que les ressortissants du pays. »

LORS DES SCRUTINS RÉGIONAUX du 13 juin, de très nombreux électeurs belges cocheront d'une croix gammée les listes du Vlaams Blok et du Front national. C'est du moins ce qu'annonce le sondage réalisé par le journal *le Soir*.¹

La poussée d'extrême droite diagnostiquée par la presse, puis confirmée lors des élections législatives de mai 2003, s'amplifie en Flandre, à Bruxelles et en Wallonie. En région wallonne tout d'abord, le FN – qui affiche 8,5 % des intentions de vote² – surfe toujours sur la vague lepéniste des présidentielles françaises. Il a séduit une partie des électeurs libéraux du Mouvement réformateur. Daniel Ducarme, ministre-président de la région bruxelloise et libéral bon teint, a avoué en février une fraude de 200 000 euros d'impôts impayés. Ce scandale, ajouté au désarroi de zones industrielles sinistrées, explique en partie ces résultats inquiétants. En province du Hainaut, le FN affichait en 2003 près de 10 % de voix. Un an plus tard, les sempiternelles promesses électorales ont donné toute leur mesure: rien n'a été fait pour résoudre les problèmes économiques à l'origine du vote brun.

En Flandre, le Vlaams Blok représente le choix de 22,3 % des électeurs (soit 4,4 % de plus qu'en 2003). Les chrétiens démocrates flamands du CD & V ne le devancent que de peu: ils se situent à 29,6 %. Les fascistes flamands puisent eux aussi de nombreux électeurs chez les libéraux, au VLD cette fois. Lors du débat sur le droit de vote des étrangers non européens aux élections communales, des élus VLD avaient tenu des propos radicaux... Les électeurs, comme toujours, ont préféré l'original à la copie. Nouvelle preuve, s'il en fallait une, que ce n'est pas en chassant sur les terres de l'extrême droite qu'on la résorbe. Nouvelle preuve aussi de l'inconséquence des élus libéraux, tant francophones que néerlandophones: agiter la question du vote des étrangers, et se complaire dans les propos xénophobes, tout en sachant que le texte de loi sera approuvé par une large majorité parlementaire, c'est séduire l'électeur du Blok sans le satisfaire. Frustration, réaction, nazification.

À Bruxelles, cohabitent 85 % de francophones et 15 % de néerlandophones. Les pre-

miers disposent de 72 sièges au parlement régional et les seconds 17 sièges. Le Vlaams Blok arrive en tête des partis néerlandophones avec ses 8,4 %.³ Il laisse loin derrière lui les socialistes flamands et leurs maigres 2 %.

Le Blok s'impose avec une voix flamande sur deux et recueille la majorité des sièges (9 sur 17) au sein du groupe linguistique flamand du parlement bruxellois. Comme tous les partis démocratiques se sont juré de ne jamais gouverner avec l'extrême droite, le parti fasciste bloquerait de fait les institutions régionales. Situation improbable cependant: les partis traditionnels ne gèreraient pas indéfiniment les affaires courantes, que la tentation du pouvoir soit trop forte ou que le Blok profite de ce blocage pour endosser une fois de plus le rôle de la victime. Dans ces deux cas, les partis démocratiques seraient contraints de travailler avec les néo-nazis du Vlaams Blok... Tout bénéfique, pour les néo-nazis. En s'appuyant sur la capitale, le Blok dispose par ailleurs d'un puissant levier sur les institutions du pays.

Les sondages ne sont qu'un polaroïd de l'opinion publique, un signal d'alarme fort, mais ils confirment malheureusement les chiffres obtenus dernièrement par la Commission européenne: 53 % des Belges estiment que l'économie du pays n'a pas besoin de nouveaux travailleurs immigrants. Près de la moitié de la population (47 %) trouve en outre que les immigrés en séjour illégal ne devraient pas bénéficier des mêmes droits que les ressortissants du pays.⁴ Une telle xénophobie dans un pays où le vote est obligatoirement réservé des (mauvaises) surprises aux élections régionales, celles-ci ou les suivantes. Et promet du boulot pour les antifascistes.

Hertje

groupe Ici et maintenant, Bruxelles

1. *Le Soir*, 6 et 7 mars 2004.

2. En Wallonie, le FN obtient 2,9 points de plus qu'en 2003.

3. À Bruxelles, le gain du Vlaams Blok est de 2,4 points.

4. *Méto*, 9 mars 2004.

« Terre et liberté » pour les Mapuches du Chili

Daniel Pinós

DDANS LA LANGUE « mapudungun », le mot « mapuche » signifie « les gens de la terre ». Au début du XIX^e siècle, quand le Chili était encore une colonie espagnole, les Mapuches occupaient un territoire aussi grand que le Portugal, soit 100 000 km², au centre du pays. De 1866 à 1927, ils ont été relégués sur 5 000 km² de réserves, à peine plus de 5 % de leur territoire d'origine. D'après le recensement de 1992, ils seraient 928 000 au Chili.

Les Indiens mapuches représentent 10 % de la population adulte du Chili. Les restrictions imposées sur leurs droits de propriété et l'appauvrissement ont été à l'origine d'un exode rural massif. Après 135 années d'afflux vers les villes, le plus souvent sous la forme d'un déplacement forcé, la moitié de cette communauté s'est concentrée à Santiago. Enfants compris, un habitant sur dix du Grand Santiago est mapuche. 200 000 vivent dans d'autres villes telles que Valparaiso ou Concepción.

Pour la majorité des Chiliens, cependant, un Mapuche est un paysan qui vit en communauté dans les terres de l'Araucanie, une région du sud, et qui lutte pour sa terre. Les autres sont ignorés et discriminés. Aujourd'hui, 40 % seulement de la population mapuche vit sur ses territoires ancestraux. Plus ou moins consciemment, pourtant, la mentalité collective chilienne continue à la percevoir au travers de stéréotypes qui font obstacle à son insertion dans la société chilienne. Les médias contribuent largement à entretenir une image négative des Mapuches.

Des siècles de colonisation

La violation systématique des droits de l'homme dont est victime le peuple mapuche a commencé avec l'arrivée des conquistadores espagnols. Ce sera la vision ethnocentriste et raciste, guidée par une ambition effrénée d'enrichissement de la part des Européens qui justifiera le génocide de plus de 60 millions de personnes dans ce « nouveau monde ».

La résistance de ce peuple contre l'invasion de son territoire va se prolonger pendant plus de trois cents ans, et les Mapuches parviendront à obtenir certaines garanties pour le respect de leurs droits fondamentaux face à la couronne hispanique. Le pacte de Quillín

signé en 1641 reconnaît l'indépendance du territoire mapuche depuis le fleuve Bío Bío jusqu'au sud du pays.

L'indépendance du Chili et la création d'un État en 1810 changent les relations entre les Mapuches et les descendants des conquistadores. En 1826, l'État chilien signe le traité de Tapiweh avec la nation mapuche reconnaissant un territoire limité par une frontière naturelle : le Bío Bío. Mais dès les premières années, la toute nouvelle république met en place un dispositif de lois et une politique de colonisation qui aura pour conséquence une guerre brutale au cours du XIX^e siècle.

Vers 1883, les Mapuches perdent leur liberté et leur territoire en faisant face à une armée chilienne professionnelle et puissante. Commence dès lors une campagne de violation constante des droits fondamentaux. Au moyen d'une politique d'éradication, de déracinement et d'assimilation forcés, l'État chilien



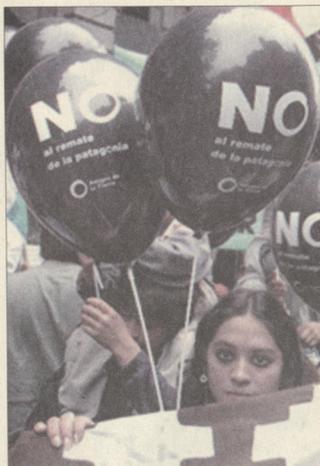
L'Union européenne, le Chili et les Mapuches

UNE CAMPAGNE a lieu actuellement, menée par les organisations mapuches de différents pays européens, contre la ratification de l'accord d'association entre l'Union européenne et le Chili. Les Mapuches expriment leurs profondes préoccupations pour les effets qui seront occasionnés par la mise en œuvre de l'accord de libre commerce entre l'Union européenne et le Chili.

L'existence et le développement durable des communautés indigènes est en jeu. L'augmentation des activités commerciales de la part des investisseurs et entreprises multinationales aura pour conséquence l'exploitation accrue des ressources naturelles. Les Mapuches dénoncent le manque de politique de protection des forêts et de l'environnement. Ce qui a produit une détérioration alarmante de l'écosystème et de la biodiversité du territoire ancestral mapuche. Ils dénoncent le fait que l'exécution de la totalité des projets d'infrastructures s'effectuent sans le consentement des communautés indigènes; constatant que, dans la majorité des cas, l'exécution des projets contrevient à la réglementation en vigueur sur le respect des droits des peuples indigènes.

Les Mapuches attirent l'attention des euro-parlementaires sur le fait que la mise en œuvre dudit accord, enfreindrait, dans les circonstances actuelles, les normes et les principes éthiques énoncés par l'UE. Les Mapuches sollicitent auprès des parlementaires européens que soit envoyée une mission au Chili pour enquêter sur la situation du peuple mapuche. Peuple qui enregistre les plus hauts indices de mortalité infantile, de chômage et d'analphabétisme, et dont l'espérance de vie est de dix ans inférieur au reste de la population chilienne. Un peuple qui continue à vivre la discrimination raciale et l'intolérance dans sa réalité quotidienne. Les Mapuches exigent que la violation des droits de l'homme et des libertés fondamentales des peuples indigènes cesse. La détention indiscriminée de femmes, de vieillards et d'enfants et l'existence d'un nombre croissant de prisonniers politiques montre que le système judiciaire chilien n'offre aucune garantie aux prisonniers soumis à des procès devant des tribunaux militaires et sous des lois introduites durant la dictature du général Pinochet.

Après douze ans de démocratie, le gouvernement chilien se refuse à ratifier la Convention 169 sur les peuples indigènes et les tribunaux de l'Organisation internationale du travail de 1989. Le sénat chilien a rejeté la reconnaissance constitutionnelle des peuples indigènes, mettant ainsi en évidence le manque de volonté politique des autorités chiliennes pour solutionner un conflit en plein développement dans le cône sud de l'Amérique.



continue le processus de colonisation et d'extermination des Mapuches. Le système des « réserves », copie intégrale du modèle nord-américain, est mis en place par divers gouvernements jusqu'en 1925, année au cours de laquelle les derniers natifs sont parqués dans la zone de Cautin.

Le mode de vie Mapuche, ayant pour base la possession communautaire des terres, se voit bouleversé par la contre-réforme agraire imposée par le régime militaire de Pinochet (mettant l'accent sur la propriété individuelle privée). Ce qui implique la perte de plusieurs milliers d'hectares de terre récupérés par des entrepreneurs latifundistes et par de grandes entreprises forestières.

Le pillage des territoires

L'expansion de l'activité forestière, mais aussi touristique, affecte gravement les droits des Mapuches en les dépossédant de leurs terres.

La construction de routes et de centrales hydroélectriques sont autant de dangers pour la souveraineté des Mapuches sur leur territoire. Ces entreprises forestières, qui représentent 1,5 million d'hectares, bien que soutenus et autorisés par l'État chilien, sont hors-la-loi, car les terres en question sont la propriété des Mapuches, reconnue comme telle et protégée par la législation du pays. De plus, la qualité des terres et des eaux des territoires mapuches est sérieusement menacée par toutes ces activités industrielles forcément polluantes.

Au Chili, comme dans la plupart des pays latino-américains, il existe une loi sur les indigènes qui punit la discrimination. Mais ceux qu'elle est censée protéger la jugent inefficace.

Leur territoire est riche en ressources naturelles par ses forêts, ses rivières, ses lacs et ses fonds marins. Aussi est-il une cible privilégiée pour les grands investisseurs chiliens et étrangers (le groupe Matte, Larrain, Shell,

Mitsubishi, etc.). Dans le sillage des grandes industries d'exploitation des ressources naturelles se développent des mégaprojets comme celui de la centrale hydroélectrique de Ralco et celui du By Pas, la future grande autoroute de la côte. Ces projets provoqueront une détérioration de l'environnement irréversible par la pollution des sols, des rivières, de la mer et de l'air. La destruction des forêts est liée à la transformation du bois. Les usines de cellulose utilisent de nombreux produits chimiques comme le sulfate de soude, la soude caustique ou le pétrole. Les plantations de pins *radiata* et d'eucalyptus pour reboiser les forêts détruites, par leur exploitation excessive, acidifient les sols et rendent les terres stériles.

Un mouvement de contestation s'est mis en place depuis quelques années et a obtenu gain de cause auprès de tribunaux qui ont reconnu les titres de propriété sur les terres revendiquées par les Mapuches. Mais les entreprises forestières et leurs milices, avec la complicité de l'État chilien, refusent de restituer les terres.

Le manque de dialogue entre les Mapuches et le gouvernement provient également du peu de crédit accordé à la Corporation nationale de développement indigène qui récemment a été accusée de corruption. L'argent devant servir à l'achat de terres pour les Mapuches était en fait utilisé au financement de campagnes électorales et pour l'enrichissement personnel de ses dirigeants.

La loi indigène de 1993 a pour but de restituer leurs terres aux Indiens. Cette loi, instaurée par le gouvernement « démocratique » de Patricio Aylwin, avait comme but de contrecarrer la Loi indigène, encore valide de Pinochet. Celui-ci, en 1973, avait mis en place une loi qui tendait à intégrer les communautés au système néo-libéral, en divisant les terres, et en les mettant en vente.

150 000 hectares ont été promis par le président Lagos lors de son accession au pouvoir. Ils devaient être rendus aux Mapuches en six ans. Restituer les terres mapuches sans faire en sorte que les progrès techniques et économiques bénéficient aux populations, ne peut enrayer le processus de pauvreté et de migration vers les villes. Les Mapuches considèrent la Loi indigène, tout comme la Commission de vérité

historique, comme relevant plus du symbolique que de l'effectif. Comment pourrait-il en être autrement quand les politiques chiliennes qui créent ces lois, sont aussi propriétaires terriens.

La résistance face à l'État

C'est contre ces projets que se lèvent massivement les communautés mapuches, dans diverses provinces du sud. En 2002, on pouvait dénombrer 22 communautés dans la province de l'Arauco en conflit avec les entreprises privées, et 18 dans la province de Malleco. Les entreprises les plus fréquemment visées sont Forestal Mininco SA, Forestal Voltera Ltda et Forestal Bosques Arauco SA. La militarisation du conflit et le non-respect des cultures indiennes sont avérés. La pression des militaires est aujourd'hui accompagnée par la violence des paramilitaires employés par les grands propriétaires terriens.

Actuellement plus de 400 militants mapuches sont inculpés par les tribunaux pour leur participation aux actions des communautés en conflit. À ces chiffres s'ajoute un nombre important de personnes en fuite.

Plus de dix ministres délégués et quatre juges militaires ont été chargés d'éclairer les divers faits de violence qui – depuis la fin de 1997 – se sont produits dans les VIII^e, IX^e et X^e régions. Plusieurs dirigeants et membres des communautés sont inculpés ou incarcérés. Les communautés en conflit revendiquent pour eux le statut de prisonniers politiques.

Dans la majorité des cas, ils sont jugés pour infraction à la loi dite de sécurité intérieure de l'État et à la loi antiterroriste. Ce cadre juridique a pour but la répression des convictions politiques plus que les actions communautaires.

Un gouvernement instrumentalisé

Le texte de certaines lois favorise la pratique des violations des droits de l'homme en général, la persécution des militants mapuches pour raisons politiques et les détentions arbitraires; les droits de la défense sont bafoués, la torture ou les traitements inhumains durant les interrogatoires policiers sont courants.

Diverses organisations de droits de l'homme et des professionnels du droit



pénal considèrent ces dites lois qu'applique le gouvernement chilien comme un véritable retour en arrière en matière de droit.

Par définition, les prisonniers politiques sont tous ceux qui sont incarcérés par décision administrative de l'État, soumis à des procès ou qui sont condamnés pour des actions qualifiées de délits politiques, entendant par là « ceux qui ont l'intention de modifier l'ordre social et politique ou le gouvernement et que la législation en vigueur qualifie de délits ».

Le gouvernement de Ricardo Lagos a choisi d'intensifier la répression en utilisant les moyens employés sous la dictature de Pinochet et que son parti, le Parti socialiste chilien, condamnait à l'époque.

Ce gouvernement est le digne descendant des gouvernements qui au nom de l'État-nation chilien ont opprimé et marginalisé le peuple mapuche, qui ont développé un néo-colonialisme spécifique durant des décennies.

Ce gouvernement qui marginalise, qui exproprie, qui emprisonne et qui assassine est l'instrument d'un système où les multinationales imposent leurs volontés, il est l'instrument du néo-libéralisme.

Malgré sa politique répressive et le non-respect des droits des Mapuches, le gouvernement chilien de Ricardo Lagos se trouve en situation d'échec pour trouver une réponse à ces revendications.

La solidarité nationale et internationale avec les communautés mapuches doit s'organiser et se renforcer pour leur permettre de continuer de se battre contre la globalisation dont ils sont, au Chili, les premières victimes et contre laquelle ils sont les premiers résistants.

D. P.

Pour soutenir la cause des Mapuches, il existe à Paris, une association animée par des compagnons anti-autoritaires :

Terre et Liberté pour Arauco,
2, rue Monge, 94110 Arcueil
Tél. : 01 49 12 92 11

www.ifrance.com/libertadarauco



Une lettre à ma tante et un chauffeur d'autobus

ON FAIT DE BIEN PLAISANTES RENCONTRES 145, rue Amelot, à Paris. J'attendais l'un des 62, ces 62 à qui la RATP veut faire payer un million d'euros parce qu'elle n'aime pas le bruit de l'affiche qu'on déchire (elle n'a pas l'oreille musicale). Il n'est pas venu (il est venu le lendemain à la manif du samedi, où l'on cria: « L'opinion, pas le pognon »), mais j'ai rencontré, en l'attendant, une Suédoise et deux Suédois qui demandaient l'adresse d'un squat où dormir. On discute, et on discute, et l'un des Suédois me donne une jolie brochure en anglais¹, pleine de définitions différentes de l'anarchisme, de l'anarchie, de titres tels que « Tous dieux, tous maîtres » « Le cœur d'un riche est un ghetto, le cœur d'un anarchiste est un banquet » « Hédonisme civique ». J'ai regardé la brochure de plus près en revenant chez moi et, vraiment, j'y ai vu tant de jolies choses, tant de choses efficaces pour une bonne propagande anarchiste, qu'en voilà un florilège.

Ça commence par une lettre à ma tante.

« Chère Tatie, tu ne le sais peut-être pas, mais tu es déjà une anarchiste. Si, si. Si tu crois qu'il n'y a pas de relations humaines plus saines que celles d'un déjeuner entre amies, où chacune apprécie la compagnie de toutes, où les responsabilités ont été réparties également et spontanément, où personne n'est venu pour donner des ordres ou vendre quoi que ce soit, alors je crains bien, chère Tatie, que tu ne sois une anarchiste.

» Ton cas est d'ailleurs plus grave que tu ne penses; à chaque fois que tu as agi sans attendre un ordre, des instructions ou une permission, tu as été une anarchiste. Et à chaque fois que tu décides de ne prêter aucune attention à un règlement stupide, tu es une anarchiste. Et comme tu n'es pas sûre que ton patron et ton président sachent mieux que toi ce qui est bon pour toi, tu es une anarchiste quasi fanatique. Tu aggravas encore ton cas à chaque fois que tu utilises tes propres idées, tes propres initiatives, tes propres solutions.

» Hélas, oui, c'est donc bien l'anarchisme qui fait marcher les choses et qui rend la vie intéressante. Pire, comme les bactéries de notre intestin, l'anarchisme est présent en chacun d'entre nous. Alors console-toi, Tatie, tu es incurable, mais tu n'es pas seule. »

Ça continue avec une histoire de Barcelone, pas un drame plein de sang et de terreur en 1937, pas une lutte heureuse en 1936, non une simple histoire d'autobus. Un beau jour d'été, voilà l'autobus qui va son train-train (les autobus vont-ils leur train-train?). Mais, soudain, sans prévenir, à

un feu rouge (à la manif de samedi, on criait: « Les feus rouges on s'en fout, on veut plus d'état du tout. » C'était une manif de poètes.), le chauffeur dit: « Et merde! » Et il freine. Et il sort de l'autobus. Et il s'en va. Vers le soleil.

Les passagers en restent bouche bée. Puis ils commencent à protester. Puis l'un d'entre eux va vers la cabine et appuie sur le klaxon, pour rappeler le chauffeur. Le chauffeur s'en fout et continue à marcher, vers le soleil. Un couple sort du bus. Puis, après une ou deux minutes, du fond de l'autobus, une femme se lève, l'air déterminé. Sans un mot, elle va dans la cabine du chauffeur, elle s'assied, elle débloque le frein à main, et roulez jeunesse. Et le bus de s'arrêter à chacun des arrêts, jusqu'à ce que la dame arrive à son propre arrêt et descende. Alors, un autre passager l'a remplacée jusqu'à son propre arrêt, et ainsi de suite jusqu'au terminus.

Après les paraboles, les symboles, ou du moins la discussion d'un symbole: « L'anarchisme est un paradoxe, mais c'est le genre de paradoxes que nous aimons, nous les anarchistes: dire aux autres de penser par eux-mêmes, prendre le pouvoir pour l'abolir, faire la guerre à la guerre. Et un drapeau noir pour montrer qu'on n'aime pas les drapeaux peut sembler absurde, mais un drapeau noir vaut mieux qu'un drapeau blanc. »

Enfin, un peu de théorie:

« L'économie anarchiste est complètement différente des autres économies. C'est sa monnaie qui est différente. Les capitalistes, les socialistes, les communistes échan- gent des produits. Les anarchistes échan- gent assistance, inspiration, loyauté. L'économie capitaliste transforme les rapports humains en marchandise; soigner devient un médicament, éduquer devient une formation, désirer devient un corps nu sur une page. L'économie anarchiste, elle, transforme les produits en rapports humains. Des légumes au jardin communautaire, du CD à la jam-session, du logement au squat. La relation économique capitaliste fondamentale est la vente; la relation économique anarchiste fondamentale est le don. Et, comme pour un dîner à la fortune du pot, plus chacun donne, plus tous reçoivent. »

Je vais aller plus souvent à Publico, au 145, rue Amelot...

Nestor Potkine



Jiem

1. On peut se la procurer auprès de Crimethinc. Free Press, PO Box 1963, WA 98507, USA. Sur la toile: www.crimethinc.com.

La passion tue

À propos du film de Mel Gibson *la Passion du Christ*

Thierry Périssé

QUEL BEAU COUP monté! Fin février, aux États-Unis, sort le film de Mel Gibson, *la Passion du Christ*, relatant les douze dernières heures de sa vie. Immense succès. 4 000 copies – soit plus que pour *le Seigneur des anneaux* – une campagne marketing béton, et une polémique bien orchestrée.

Les mouvements protestants fondamentalistes volent à son secours, et les médias américains tombent dans le panneau. Antisémitisme ou pas, violent ou pas, les prises de position s'affichent partout. Résultat: on ne parle que de ça. Premier point marqué. Puis le film est annoncé en Europe, en Irlande, en Grande-Bretagne, en Espagne, en Allemagne... Et en France? Rien. Pas de producteur.

Et voilà que les cathos intégristes de chez nous, relayés par toute la communauté chrétienne et la plupart des médias, crient au scandale. Mel Gibson et son équipe deviennent des victimes, des martyrs même.¹ Deuxième point marqué. Tiens, tiens, ça nous rappelle quelque chose ça (comme si l'équipe de com' de Le Pen était passée par là). La ficelle est grosse. Surtout quand on sait que les producteurs français n'avaient pas été invités à visionner le film. Une tactique tout à fait volontaire, pratiquée par Icon, la maison de production de Gibson.

Évidemment, derrière tout ça, un producteur, il y en a un. Il se présente comme celui qui va permettre aux Français de voir le film (sortie le 31 mars), de mettre un terme à la censure dont il est victime. Son nom? Tarak ben Ammar. Lui et Gibson sont amis évidemment. Rappelons un instant qui sont ces deux

grenouilles de bénitier. Mel Gibson d'abord. On connaît l'acteur, star à 23 ans après avoir tourné *Mad Max* et oscar du meilleur film en 1996 pour *Braveheart*. Il vaut aujourd'hui 25 millions de dollars par film, comme disent les Américains qui ne se gênent pas pour comparer l'être humain à une marchandise.

Avec tout ce fric, il s'achète ranchs, grandes maisons et se fait construire une église privée pour y suivre la messe en famille et en latin. Car l'homme est aussi connu pour ses prises de position catholiques et intégristes. Contre l'avortement, pour la peine de mort, la négation des droits des femmes et l'emprise du dogme chrétien sur la société.² C'est sur ce dernier point (même si cela peut sembler étrange) que le chrétien Gibson et le musulman ben Ammar se rejoignent. Dans une interview accordée à TF1, ce dernier explique: « Je suis un musulman qui croit en Jésus. J'ai été élevé dans le respect des trois religions monothéistes ».³

L'occuménisme a bon dos. Comme tout producteur (une soixantaine de films à son actif), Tarak ben Ammar est un homme d'affaires qui a ses entrées partout. Notamment chez le populiste et fasciste Berlusconi, qui est un des actionnaires de sa société Quinta Communications. Merci Silvio. Chantre du libéralisme américain, il rachète des entreprises en France et devient l'un des magnats des industries cinématographiques et audiovisuelles en Italie.

Les coulisses du pouvoir, il connaît aussi puisque son père a été ministre du « très

Thierry Périssé est un militant du groupe libertaire Louise-Michel

démocrate » Bourguiba pendant dix ans (parti unique – répression des opposants – censure de la presse). Il soutient aussi l'administration américaine actuelle. Et Bush, le premier représentant de la droite religieuse américaine, a évidemment apprécié le film. Est-on vraiment surpris de retrouver ensemble un catholique intégriste et un musulman ? Non, bien sûr. Tous les deux ont le même objectif : répandre la foi partout et à tous les moments.⁴

Et le Vatican dans tout ça ? Eh bien, le parinsonien de Rome a eu droit à une séance privée et il a fait ce commentaire laconique : « C'est comme c'était ». Cinq mots qui cautionnent le film et autorisent les organisations et associations catholiques intégristes à le soutenir. Normal quand on sait qu'aujourd'hui la plupart de ces organisations sont ralliées au Saint-Siège.

Ni dieu, ni maître, ni ordre moral

Plus que jamais, ne laissons pas les intégristes de tout poil et ceux qui relaient leur propagande envahir la place publique. Car au nom du message de paix et d'amour prôné par les trois religions monothéistes, combien de femmes lapidées, cloîtrées chez elles et soumises. Combien d'homosexuels persécutés et de médecins pratiquant l'avortement victimes de harcèlement et qui exercent leur métier dans la peur. Combien d'hommes et de femmes privés de liberté. Combien de jeunes filles et de jeunes garçons mutilés (excisions et circoncisions).

Dénonçons cet ordre moral qui reprend des forces au contact même de la laïcité française. Dans le contexte actuel, où certains veulent nous faire croire qu'empêcher une jeune fille musulmane de porter le voile est un acte discriminatoire, il est vital de réagir.⁵ Défendons plutôt toutes celles qui luttent pour qu'on ne leur impose pas de mettre un jour le foulard.

Dénonçons tous ceux qui veulent remettre en cause la pratique de l'avortement et la prise de moyens de contraception.

Dénonçons les mariages forcés, les violences commises à l'encontre des homosexuels et toutes les discriminations perpétrées au nom du sexisme.

Dénonçons ceux qui veulent que la Charria, le Talmud et la Bible régissent nos pensées et tous les actes de notre vie quotidienne.

Dénonçons l'État, complice de l'Église, dans son entreprise d'abrutissement des esprits.

Dénonçons le capitalisme qui utilise la religion pour développer son système d'exploitation.

Libérons-nous de toutes les autorités : politique, économique et morale. De tout ce qui nous empêche d'être libre. Ouvrons à l'élaboration d'une autre société, une société sans violence, où chaque femme, chaque homme s'épanouira dans le respect de chacun. **T. P.**

1. Un catholique traditionaliste, journaliste à Radio Courtoisie, Daniel Hamiche, crée en septembre 2003 l'association « Pro Passion » pour soutenir et promouvoir le film de Mel Gibson. Il déclare que Gibson et son équipe sont « martyrs depuis plus d'un an » en butte à « une hostilité invraisemblable » pour avoir délivré « un témoignage d'amour et de rédemption ». Il a même sorti un livre le 26 février dernier, *La Passion de Mel Gibson de A à Z*.

2. Son père, Hutton Gibson, est aussi connu pour ses prises de position négationnistes. Dans un entretien accordé à une radio new-yorkaise, il a déclaré que le génocide des juifs était « en grande partie une fiction », et ses propos n'ont pas été condamnés par le fils.

3. TF1, JT de 20 heures, le 1^{er} mars 2004.

4. Mel Gibson dit avoir été « inspiré par le Saint-Esprit » pour réaliser le film. Sur le site Chrétienté de l'association « Pro Passion », un autre de ses propos est repris : « Le film se présente comme une séance de formation pour les pasteurs et les responsables des groupes de jeunes de l'Église. Ces derniers pourraient utiliser la description intense des souffrances du Christ pour attirer de nouveaux membres à la foi ».

5. De plus en plus d'associations laïques et antiracistes, et de journaux, par peur de « l'islamophobie », cèdent face à la pression des fondamentalistes musulmans. Voir sur ce sujet le livre de Caroline Fourest et Fiammetta Venner, *Tirs croisés. La laïcité à l'épreuve des intégrismes juif, chrétien et musulman*, 2003.



NE VOUS FIEZ PAS à la douceur de son titre. *Candidate?*, fanzine du Nord, a largement de quoi bousculer « notre crédulité » qui « fait leur force », ainsi que son sous-titre le souligne. Au fil des pages, beaucoup de brèves où il est question, entre autres, de certaines applications législatives nourrissant la paranoïa sécuritaire du gouvernement français, des Verts allemands qui ont récemment passé un accord avec les sociaux-libéraux du SPD pour autoriser la culture du maïs génétiquement modifié, des luttes menées par les intermittents du spectacle (avec, notamment, une très belle lettre de Jean-Michel Rabeux, metteur en scène)... Au cœur de la publication, un épais dossier éonsacré au T'sékoï?, astuce syntaxique que les rédactrices ont malicieusement adoptée pour évoquer certaines substances dont l'usage et la mise en valeur sont, pour l'heure, rigoureusement prohibées. Un intéressant parallèle est établi entre celles-ci et le nucléaire civil et militaire, deux domaines frappés d'un même secret-défense, porte ouverte à toutes les désinformations et à toutes les répressions contre qui cherche légitimement à lever certains voiles. Enfin, *Candidate?* s'enrichit de nombreuses chroniques de livres qui n'ont pas les faveurs des « grands » médias. Après lecture, il apparaît clairement que *Candidate?* est bien moins un fanzine qu'un véritable petit magazine, tant par l'excellente qualité de la mise en page que par la teneur, également remarquable, des articles. À soutenir!

Candidate? n° 5, c/o association *Candidate*, 97, rue du Général-Marchand, 59200 Tourcoing, redaction@candidate.asso.fr
abonnement: 12 euros (6 mois)

RESTONS dans le Nord et plus précisément en Picardie où *Achteure* signale la sortie de son album. Il est intitulé « Lés pyids dins ioe, él né in 'l'ér » (« Les pieds dans l'eau, le nez en l'air »), et vous l'aurez compris, ça chante en franc picard! Ce particularisme régional, si j'ose dire (et sans aucune condescendance, attention) n'évacue pas l'impressionnante richesse que le groupe déploie sur sa palette musicale, ne serait-ce qu'à travers la diversité des instruments utilisés: accordéon, mélodica, violon, crécelle, flûte à bec, grattoir, saxophone, contrebasse, guitare... Le style varie ainsi de la chanson délicatement égrenée (parfois uniquement vocale) aux mélodies parfois presque slaves dans leurs accents, non sans détours dans des registres rock progressif (il semble que Philippe Bouffroy, le noyau d'*Achteure*, soit un grand fan de Jimmy Hendrix). Les paroles, traduites avec bonheur, peuvent être mélancoliques (« Aimer autant ») ou pleines d'humour (voire un brin paillardes), mais aussi iconoclastes,

franchement antimilitaristes (« Core Toudi »), et, disons-le, gaillardement anarchistes (« Quaind chés glaines airon des déents »)! Un petit bonheur sur la platine, cette galette-là. *Achteure* « Lés pyids dins ioe, él né in 'l'ér », 18 euros chez *Achteure*, 11, place de l'Église, 60650 Ons-en-Bray

DEPUIS de nombreuses années, Stonehenge, à la fois label et VPC, est devenu un pilier incontournable de la scène punk hardcore. Le label a aligné des dizaines de productions (avec une prédilection, à une certaine époque du moins, pour le genre énocore), et la VPC propose plusieurs centaines de disques (registre hardcore intense, notamment) en provenance des quatre coins de la planète, rien de moins. « Do it yourself et non-profit, avec un désir de s'émanciper joyeusement et créativement de l'héritage capitaliste, sexiste, homophobe, raciste, impérialiste et hiérarchisé qui restreint nos vies et nos relations », Stonehenge poursuit sa route et annonce en passant la sortie imminente du nouvel album de To What End (punk avec chant mixte plutôt prometteur), que j'attends de pied ferme. Je conseille vivement d'aller cliquer sur son site, une promenade agréable vous y attend ainsi que pas mal de titres téléchargeables.

Contact: Stonehenge, BP 46, 33031 Bordeaux cedex, cybergod@stonehengerecords.com, <http://www.stonehengerecords.com/>



STONEHENGE

Jedi 25 mars

Rouen

Santé, protection sociale, sécu, hôpitaux, etc. : débat avec un militant de SUD Santé 76, à 20 heures à la librairie L'Insoumise, 128, rue Saint-Hilaire.

Bobigny

Concert de soutien à GlobeNet avec Gogol 1^{er}, les Porte-mentaux et Sarkophage. À 19h30 à Canal 93, avenue Jaurès, M^oBobigny-Pablo-Picasso.

Vendredi 26 mars

Besançon

Les Palestiniens au pied du mur : débat avec Wallid Attala et René Berthier, à 20h30, à la librairie L'Autodidacte, 5, rue Marulaz.

Moelenbeek-Bruxelles

Serge Utgé-Royo donne un concert à 20h30 au château du Karreveld avec P. Mira et Jack Thyssen.

Nîmes

Le groupe Gard Vaucluse de la FA organise au centre Pablo Neruda à 20h15, une projection débat autour du film *Spezzano Albanese, la Fédération municipale de base ou la démocratie directe contre le pouvoir municipal*. Avec un des réalisateurs. Entrée libre.

Samedi 27 mars

Lyon 1^{er}

Débat sur la crise du logement et la spéculation immobilière à 15 heures à la librairie la Plume noire (19, rue Pierre-Blanc, Lyon), animé par l'UL de la FA.

Paris 18^e

Pierre Michel viendra présenter Octave Mirbeau à 15h30 à la bibliothèque La Rue, 10, rue Robert-Planquette, M^oBlanche.

La Rochelle

Contre le tout bagnole et pour les transports gratuits, Véloration ! À 14 heures,

place de Verdun, à l'appel du collectif la Tambouille.

Marseille 1^{er}

Projection débat, en présence d'un des réalisateurs de : *Spezzano A.*, suivie d'un apéro. À 20 heures à Mille Bâbords, 61, rue Consolat. Soirée co-organisée par le groupe de la FA de Marseille, AL, Milles Bâbords, et le Parti des Courants d'Airs.

Dimanche 28 mars

Paris 11^e

Soirée de soutien pour « Ne laissons pas faire », collectif de soutien aux prisonnier.e.s d'Action Directe, avec La clinique du docteur Schultz et Red Jack. À 16h30 au CICP, 21 ter, rue Voltaire, M^oNation. 5 euros.

Mercredi 31 mars

Nancy

Projection débat autour de l'éducation libertaire, avec le film : *Bonaventure*, à 20 heures à la fac de lettres. Soirée co-organisée par la CNT, la Casbah et le groupe Marée Noire de la FA.

Jedi 1^{er} avril

Paris 11^e

Débat autour du livre de F-X. Verschave : *Au mépris des peuples, le néo-colonialisme franco-africain*. Organisé par la librairie Quilombo et La Fabrique, à 19h45, au CICP, 21 ter, rue Voltaire.

Paris 18^e

Alain Aurenche en concert au Trianon à 20h30, M^oAnvers.

Vendredi 2 avril

Le Havre

À l'occasion du congrès du MICT-CGT du Groupe Hospitalier du Havre, rencontre débat avec S. Weber autour de son livre *Avec le temps* aux Éditions libertaires, à 18h30 au café littéraire les Yeux d'Elsa, rue d'Étretat.

Radio libertaire

Jedi 25 mars

Si vis pacem : de 18 heures à 19h30, écrire contre la maltraitance des personnes âgées. Invitée pressentie : Suzanne Weber, auteure de *Avec le temps*.

Entre chiens et loups : de 20h30 à 22 heures, Michèle Bayar, auteur jeunesse pour son livre *La Clef des songes*.

Vendredi 26 mars

Enjoy polar : de 12 heures à 13 heures, l'Italien Massimo Carlotto sera l'invité.

Jazz en liberté : à partir de 22h30, Ernesto Tito Puentes big band en public (2002), Charlie Haden Liberation Music Orchestra (1969), Willem Breuker Kollektief & Mondrian Strings en public (1987), David Murray latin big band (2002), Dizzy Gillespie & his orchestra en public (1948), Luc Le Masne Manacuba orquesta (2002).

Samedi 27 mars

Chroniques syndicales : de 11h30 à 13h30, grève dans les Hôpitaux et mouvements syndicaux au BHV.

Chroniques rebelles : de 13h30 à 15h30, Brésil, la mémoire perturbée. Les marques de l'esclavage. Maira (Ab Irato). Et retour de Palestine.

Lundi 29 mars

Le monde merveilleux du travail : de 20 heures à 21 heures, la revue de presse bourgeoise de Monsieur X. Rubrique : le feuillet social de Nicolas Flamel.

Les Nuits Noires du Parisien Libertaire « Funny Solitude », d'en bas de La Pente, jusqu'en haut du talus. Autour de minuit donc...

Mardi 30 mars

Pas de quartier : de 18 heures à 19h30, face aux attaques sournoises de l'esprit religieux et des lobbies sectaires contre la méthode scientifique et le rationalisme laïc, des chercheurs s'insurgent et le font savoir. Parmi eux, G. Lecointre et ses collègues seront nos invités.

Mercredi 31 mars

Blues en liberté : de 10h30 à 12 heures, les trains!

Vendredi 2 avril

Jazz en liberté : à partir de 22h30, Philippe Sellam/Gilles Renne « African project » en public (2000), Jackie McLean quintet (1967), etc.

89,4 MHz
en région parisienne

Le sens des mots

UN JOURNALISTE qui sollicite par avance le pardon des compagnons libertaires est assez rare pour être passé sous silence. Cela s'est pourtant déroulé le 11 mars dernier sur les ondes de France Culture. Lors de sa revue de presse internationale quotidienne, le journaliste Marc Kravetz a, en effet, introduit de la sorte son commentaire du Jerusalem Post (hebdô palestinien en langue anglaise) dont un des articles titrait, à propos du conflit israélo-palestinien : « L'anarchie, un couteau à deux lames ».

Il faut préciser que ce Kravetz-là est l'auteur d'un livre récent d'entretiens avec le poète Armand Gatti. Il n'empêche, son attitude, respectueuse de la déontologie de sa profession, est suffisamment exceptionnelle, en ces temps de conformité ambiante, d'abus sémantiques généralisés et de manipulations en tous genres, pour ne pas être relevée.

Nous ne connaissons qui trop l'usage systématiquement galvaudé qui est fait du mot « anarchie » : les pages des journaux en sont remplies. De même avec le mot voisin de « libertaire » : un paravent aujourd'hui bien utile à certains pour dissimuler leur vraie nature de... libéraux.

Alors, l'attitude de ce chroniqueur pourra paraître dérisoire : elle l'est sans doute, mais elle réchauffe notre « cœur » parfois solitaire et nous rappelle que les journalistes ne sont pas tous aux ordres.

Bernard Hennequin

Rassemblement contre SOS-tout-petits

NOUS ÉTIONS ENVIRON UNE CENTAINE de militant.e.s à faire face à moins d'une centaine d'intégristes cathos, qui ont une fois de plus déversé leurs prières sur la voie publique. Nous avons même eu l'occasion de voir un Xavier Dorr en pleine forme (alors qu'il devrait à cette heure être à sa place en prison, à côté de Papon et autre Juppé) essayer de venir « en pacificateur », lui l'assassin des pro-choix, nous expliquer « la vie ». Les flics l'ont protégé, avant que nous ne nous énermons. Tout cela est très frustrant : il se pose avec SOS, une fois encore en victime (une pratique courante de l'extrême droite), alors que ce sont eux les assassins, qui veulent empêcher par la violence, le libre droit au choix. Il faut continuer à être nombreux.se.s partout où ils veulent imposer leurs positions réactionnaires, qui puent le patriarcat!

Des militant.e.s FA Paris décidé.e.s à leur faire systématiquement barrage

L'ASSOCIATION Libertaire Production (LLP) est née en 2003 à Lyon dans le but d'attiser les feux de la contre-culture émancipatrice autour d'initiatives culturelles variées. Nous projetons d'organiser, par nos propres forces et aussi avec d'autres, des concerts, des spectacles, des ateliers culturels, des éditions de livres, de musiques et des expositions. Le choix de l'abréviation LLP n'est pas anodin. Elle résonne avec la lutte autogestionnaire des salariés de Lip à Besançon en 1973 qui fut un moment important de pratiques libertaires. L'objectif de LLP est le soutien matériel et financier du mouvement libertaire et des luttes sociales à pratiques libertaires. Pour les artistes comme pour le public, participer aux projets de LLP c'est marquer son attachement, son soutien au mouvement et à l'esprit libertaire ainsi qu'à la volonté de proposer une programmation culturelle et des rencontres de qualité.

Pour en savoir plus et entrer en contact : 06 23 23 39 06 (Manolo), mail : li.p@no-log.org, adresse : LLP c/o Maison de l'écologie, 4, rue Bodin, 69001 Lyon (Ouverture du lundi au vendredi - 04 78 27 29 82).

LIP présente
MICHEL FERNANDEZ TRIO SOLEDAD
 FREE AFRICAN JAZZ
AMEL
 DANSES ORIENTALES
FRED
 ROCK AGRICOLE
Vendredi 30 avril 04 à 20h
 Salle du Foyer de **Montchat**
 53, rue Charles Richard 69003 Lyon
 Location : Maison de l'Écologie 4 rue bodin 69001 Lyon 04 78 27 29 82 FNAC P.A.F. : 10€ 8€ Bus 25 et 28 arrêt C. Richard ouverture des portes 19h30 Buvette - Sandwichs

Le parisien Libertaire
Nuit Noire
funny night
À L'ATTAQUE!
Lundi 29 mars 2004
 après La pente du carmel jusqu'à 9h30
 Radio libertaire 89.4 fm



Exposition Marcos Carrasquer

à l'espace Louise-Michel, 42 ter, rue des Cascades, 75020 Paris

Vernissage le 26 mars 2004 à 18 heures

Exposition du 27 mars au 16 avril

Ouvert du mercredi au dimanche de 14 à 19 h 30